fut soumise à une enquête soignée, il ne fit qu'appeler leur attention sur ce fait, sans en faire le sujet d'une objection spéciale.

Que votre requérant, lorsque les dites accusations furent portées, avait raison de croire que le dit Chas. M. Delisle, poussé par d'autres personnes, était mu par des sentiments hostiles envers lui et par le désir de ruiner sa bonne renommée et son caractère, et d'amener sa démission de la charge de shérif qu'il occupe, et cela parce que votre requérant avait refusé positivement de transiger sur une suite d'offenses criminelles graves dont le dit Charles M. Delisle s'était rendu coupable.

Que votre requérant fut bientôt convaincu dans l'opinion qu'il s'était formée des intentions malveillantes du dit Charles M. Delisle, en apprenant que le dit Charles M. Delisle, tant avant qu'après l'émanation de la dite commission, était entré en correspondance avec Joseph Doutré, Ecr., avocat, de la cité de Montréal, pour porter et faire valoir telles accusations contre votre requérant, ce que le dit Joseph Doutré fit en conséquence.

Que les commissaires étendirent leur enquête à des accusations contre votre requérant autres que les douze ci-dessus mentionnés (faites évidemment par le dit Charles M. Delisle), et la preuve démontra le fait révoltant que les offenses désignées, dans certains cas, n'avaient pas été commises du tout, tandis que dans d'autres elles avaient été commises par lui-même. Que votre requérant est profondément affligé d'avoir à parler ainsi d'une personne qui lui est si intimement liée, mais il se croit obligé de le faire dans l'intérêt de sa défense personnelle, et votre requérant assure Votre Excellence quo malgré que cet infortuné soit son demi-frère, sa mauvaise conduite a été telle que votre requérant a été forcé, depuis longtemps, de se séparer complètement de lui, et que depuis près de vingt-cinq ans, il n'a eu aucune relation quelconque avec lui.

Que votre requérant, se fiant sur sa complète innocence, n'a pas voulu embarrasser ni retarder la dite enquête en soumettant aux Commissaires telles preuves qui auraient démontré que les accusations portées contre lui sont le résultat d'une combinaison concertée d'avance dans le but de lui faire tort et de le ruiner ;

Que la dite enquête ayant été terminée, votre requérant croit nécessaire et convenable de mettre devant Votre Excellence copies de certaines lettres du dit Joseph Doutré au dit Charles M. Delisle, écrites avant et durant la dite enquête, aussi copies de sept indictements trouvés contre le dit Charles M. Delisle pour faux, depuis qu'il a laissé cette Province, toutes annexées à la présente espèce ;

Que votre requérant espère qu'un examen des dits documents convaincra Votre Excellence des moyens déloyaux auxquels on a eu recours pour le perdre, et que les motifs qui les animaient étaient dictés par d'autres sentiments qu'un désir de voir une stricte et impartiale justice mise à exécution.

Que les originaux des lettres du dit Joseph Doutré sont en la possession du dit C. E. Schiller, et votre requérant peut dire, d'après l'auto-

rité de ce Monsieur, qu'ils pourront être fournis si on le désire.

C'est pourquoi votre requérant demande que lorsque Votre Excellence sera appelée à examiner le rapport et les procédés des dits commissaires, il plaise aussi à Votre Excellence d'examiner en même temps les documents ci-annexés. Et suivant son devoir votre requérant ne cessera de prier.

A. M. DELISLE.

Montréal, 5 novembre 1863.

Montréal, 22 Décembre 1862.

Monsieur,

J'ai transmis au Pays l'avant dernière lettre que j'ai reçue de vous. Elle aurait été publiée de suite, si je l'avais exigée, mais le rédacteur a pensé que l'objet que votre lettre avait en vue serait plus sûrement atteint par une communication avec le gouvernement et j'ai ajourné de quelques jours la publicité. Vous devez comprendre que dans la position que vous occupez votre témoignage serait reçu avec une légitime défiance. Avant de lancer une affaire de ce genre, il faudrait savoir quelles preuves pourraient être fournies dans un cas d'enquête à part de votre témoignage. Veuillez donc m'indiquer quelle preuve écrite ou testimoniale pourrait être obtenue sur chacun des faits mentionnés dans votre dernière lettre susceptible de l'un ou de l'autre genre de preuve. Je ne vois dans tout cela qu'une matière d'intérêt public, et je n'ai à considérer ni vos rancunes ni mes souvenirs heurtés. Si une commission siège, je communiquerai tous les renseignements que vous m'aurez fournis.

Votre, etc.,

(Signé,) JOSEPH DOUTRE.

C. M. Delisle, }
Ogdensburg. }

Monsieur,

J'ai reçu votre lettre du 12 courant. Je ne sais vraiment quand et comment il sera procédé à l'enquête dans le greffe de la Paix. Je ne puis rien dire, pour la raison que je n'en sais rien, sur la possibilité de vous faire entendre comme témoin. Je n'aurai probablement rien à faire avec l'enquête, si ce n'est suggérer à ceux qui en seront chargés ce que je croirai devoir être fait, je suis persuadé que personne ne songe à vous faire arrêter par extradition, votre frère moins que tout autre.

Votre, etc,

JOSEPH DOUTRE.

Mr. C. M. Delisle, }
Ogdensburg. }

Montréal, 19 Mars 1863.

Monsieur,

Les Commissaires (P. R. LaFrenaye et Marcus Doherty) sont entrés en besogne. Ils ont l'intention de vous assigner comme témoin, non pas avec la certitude que vous viendrez, mais pour obtenir des renseignements détaillés que vous pourriez donner dans une lettre. Je ne vous conseillerais pas de vous fier à la protection que pourrait vous offrir un subpoena. Mon but en vous écrivant, est de vous prévenir afin que vous ne vous effrayiez pas si vous receviez un subpoena.